Interrogation

Bulletin œcuménique

N° 2 – mars 1996

Paraît 8 fois par an

Je ne veux pas comprendre

Je ne comprends pas pourquoi
Les décideurs, les politiques, ...
N'arrivent pas à se rendre compte
Qu'en coupant ou compliquant
Certains crédits sociaux
Ils vont provoquer des désordres
Chez certaines personnes qui vont
Se sentir abandonnées
Et injustement pénalisées.

Je ne comprends vraiment pas
Pourquoi
De «grands» gestionnaires
Arrivent à s'occuper d'organiser
Des services, des activités, des vies,
Sans tenir compte vraiment
Du facteur humain...

Des personnes...
Qui vont immanquablement
Etre définitivement exclues
Des restructurations
Qui sauvent les avoirs, les bénéfices,
Les très bons salaires de quelques-uns
Le travail d'autres... aussi.
Mais souvent à vil prix...
(C'est à prendre ou à laisser!)

Je ne comprends toujours pas
Pourquoi «on» ne répartit pas
D'abord les salaires
Pour que chacun puisse vivre.
Prétextant le mérite, les études,
Les risques pris...

Mais qui prend le plus de risques
Dans cette aventure de la vie?...
Aujourd'hui
Risquer sa vie ou son argent.

Je ne veux décidément pas
comprendre les privilèges
Pris ou reçus (mérités!!!)
Qui déséquilibrent
Les chances des autres
Qui déséquilibrent la vie
Je veux continuer de croire
Au partage
A la lutte pour
Qu'il y ait moins d'injustice
Pour qu'il y ait moins
D'exclus.

Pour que nos petits groupements
Nos organisations, nos Églises,
Les trucs qui se disent «autres»
Ne sombrent pas dans
Une organisation déshumanisante
Pour être plus rentables
Plus fiables, plus performantes...

Je veux continuer à signifier
Que la vie n'est pas
D'abord la rentabilité
D'abord l'enrichissement...
Que ma grandeur ne dépend
pas de la petitesse de l'autre
N'est pas mon «moi»
Contre celui de l'autre
(Ou alors tout contre!!!)

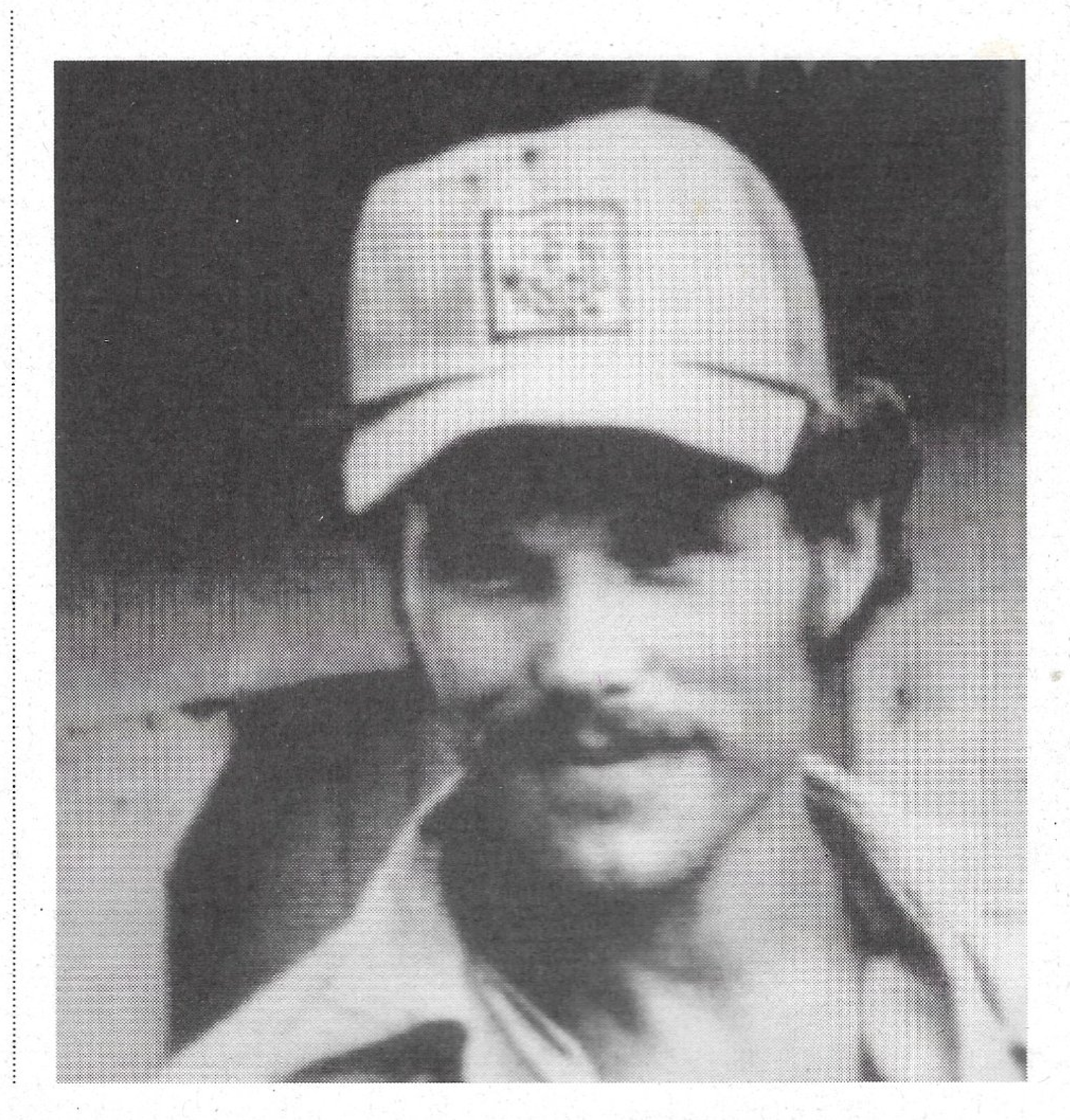
Etc. etc.

Je viens d'avoir soixante ans!!
Et j'ai souvent peur
De ce qui nous déshumanise
Et comme
Je ne veux pas mourir «con»...
Je continue à
Ne pas vouloir, pouvoir
Comprendre l'inadmissible...

Si possible avec toi!

Gilbert Zbaeren

Homélie pour le 10e anniversaire de la mort de Maurice Demierre



par Claude Ducarroz

«Amour et présence, voilà les deux mots clés, voilà la constante. Avec tout ça, il me donne sa force. Il est force, douceur et force. Si je vis, si je tiens bon dans cette vie, si je m'engage au service des plus pauvres de mes frères, si je vois plus loin que mon corps et ma vie physique, si je crois en des valeurs comme l'amitié, la solidarité, l'échange, c'est par l'amour, par l'amour de Dieu, grâce à lui.»

Tu te souviens, Chantal? C'était le mardi 17 février 1981 – 5 ans presque jour pour jour avant le drame de Somotillo – Maurice t'écrivait ces quelques lignes de sa prison de La Chaux-de-Fonds où il purgeait sa peine pour objection de conscience.

Quand j'ai lu ce texte, je n'avais plus envie de parler. Seulement pleurer, et puis sourire et prier. Et puis surtout vivre, vivre cet amour et cette amitié, aller au bout de la solidarité et du partage, s'engager au service des plus pauvres, nos frères, partout. Comme Maurice.

Quand je vois la photo de Maurice – avec son sourire, ses grands cheveux frisés et sa bonne pipe –, quand je pense à lui, il me bouscule encore, il me dérange, il me désinstalle. Il me parle, il m'envoie. Maurice n'est pas un souvenir. Il est une vie donnée qui nous fait vivre, mais autrement. Il n'est pas une parole qui cause, il est un grain qui nous fait encore mûrir. Il n'est pas un rêve brisé mais un souffle puissant qui nous réveille, un vent qui gonfle nos voiles et nous propulse loin du port, en haute mer, à nos risques et périls. Comme pour lui.

Quelle vie dans sa mort! Quel cri dans son silence! Quelle force dans sa faiblesse! Quelle présence dans son absence! Nous en sommes les témoins, n'est-ce pas? Nous qui sommes là ce soir à cause de lui, pour lui, avec lui. Il est trop de paroles creuses dans notre société et jusque dans nos Eglises. *«Tu causes, tu causes, mais tu ne causes rien»*.

Et puis tout à coup, il y a des gens comme Maurice, avec des paroles qui deviennent feu et vent comme à la Pentecôte. Personne ne peut les éteindre ou les arrêter. Depuis que certaines paroles d'Evangile ont pris pour nous le visage de Maurice, nous ne pouvons plus les oublier ou les effacer, nous ne pouvons plus vivre comme avant.

Le hasard – mais est-ce un hasard? – place dans la liturgie de ce jour ces paroles que vous avez entendues. *«Tu prétends avoir la foi; moi, je la*

mets en pratique. Montre-moi donc ta foi qui n'agit pas. Moi, c'est par mes actes que je te montrerai ma foi».

Ça c'est Maurice. C'est lui qui, ce soir, nous le redit. Et encore: «*Celui qui veut sauver sa vie la perdra. Mais celui qui perdra sa vie pour moi et pour l'Evangile, la sauvera*».

Qu'est-ce que cela veut dire? Je n'ai plus besoin d'exégètes et de théologiens. Je regarde Maurice, je pense à lui... et j'ai tout compris, et j'ai envie de marcher derrière lui pour marcher derrière le Christ, celui de la croix qui est celui de la Pâque. Vous aussi, n'est-ce pas? Comme ils le font, là-bas, à Somotillo et partout ailleurs, là où le grain tombé en terre donne encore tant de fruits, 20, 50, 100 pour un.

«*S'ils me tuent, laissez-moi au Nicaragua. Mais qu'on ne m'enterre pas trop profond, je veux être l'humus qui fertilise la terre*». C'était une prophétie.

Maurice est enterré là-bas, comme il l'a désiré. Mais c'est aussi ici qu'il fertilise la terre, celle de nos consciences, de nos cœurs, de notre foi, de notre amour.

A cause de l'Evangile et à cause de Maurice, nous reprenons courage et nous y allons, sur les chemins ouverts par cette mort qui donne la vie: il rentrait du chemin de la croix.

Depuis 10 ans, Maurice n'a jamais cessé de nous faire signe.

Là-bas Chantal qui vient de rentrer du Nicaragua nous en dira quelque chose. Et aussi ici, parce que nous continuons de lutter pour la justice, pour la fraternité, pour la paix. Maurice nous a tous vaccinés contre la résignation, le découragement, l'embourgeoisement, l'individualisme égoïste, la xénophobie, le racisme. C'est le vaccin de l'Evangile, c'est la communion au sang du Christ comme puissance d'amour contagieux et présence de vie plus forte que la mort. Amour et présence, les deux mots clés, écrivait Maurice. Alors tout s'explique, n'est-ce pas?

Quand quelqu'un donne sa vie par amour, la réserve de vie devient inépuisable. Aujourd'hui, nous ne sommes pas venus honorer un mort, nous sommes là pour puiser à la source d'une vie offerte, oui parce que cette vie est devenue – avec celle de Jésus – source qui jaillit en vie éternelle.

«*Fuestes campesino – Eres ahora simiente – Simiente de amor en este rinconcito de tierra – Simiente de esperanza en nuestros corazones*».

La preuve par l'acte, c'est nous ce soir. Maurice nous donne ou nous redonne la passion de vivre, de partager, de libérer, de lutter, de changer le monde et l'Eglise, si peu que ce soit, car c'est déjà infiniment plus que rien. Personne ne peut assassiner une si petite mais si forte espérance.

Ils avaient cru enterrer le soleil et faire taire une parole trop révolutionnaire. Ce soir, nous levons les yeux et nous écoutons le silence. Dans le ciel brille désormais une nouvelle étoile qui dessine l'Evangile au cœur de nos nuits. «*Si quelqu'un veut marcher derrière moi... qu'il me suive*» disait Jésus. Nous avançons encore à la lumière de l'étoile Maurice Demierre, qui tire tout son éclat du Seigneur ressuscité. Son silence crie l'essentiel: amour et présence. Il écrivait à Chantal, toujours ce 17 février 1981: «*Etre dans le cœur de Dieu, un gars qui essaie d'y être, moi, Maurice, qui voudrais y rester avec toi, avec tous les autres*».

Il y est, et avec nous. Dès maintenant et pour toujours.

Culturellement logique

par Gilbert Zbaeren

C'est régulier
Elle mange comme
Une ogresse entre les repas
Et évidemment
Quand l'heure du repas sonne
Tous les convives
Se farcissent
«J'ai pas faim... C'est pas bon...
J'aime pas ça (c'est déjà mieux)...
Y'en a trop... Je veux pas finir...
J'ai mal au ventre...
J'me sens pas bien!!!!!
Woin!!!!!»

Donc une fois de plus...

Pourtant ça avait bien commencé,
Elle avait été d'accord
De prendre ce qui avait été fait
Pour tout le monde.

Parfois
Souvent, pour créer l'intérêt,
Pour ouvrir le chemin de
Son estomac...
Chacun fait preuve d'invention...
«Tu aimerais peut être...
Une tartine
Des sticks de poissons
Un big machin de chez machin
(On en fait des meilleurs)
Du fromage
Des röstis... etc.
C'est fou l'imagination
Que l'on peut avoir
Et surtout
C'est fou ce qu'on peut avoir
Comme combines dans le frigo
Et dans les armoires

Mais en général «le truc»
Qui lui permettrait de faire
Un banquet
Manque ce jour là...

Ça avait donc bien commencé,
Les augures étaient favorables
Et la fourchette
Faisait la navette normalement.
Et puis tout à coup
Prenant tout le monde au dépourvu
C'est la panne
Stop
Après quelques bouchées
Jugées insuffisantes
Par ceux qui «panse(nt)»
Qu'il faut quand même manger
La moindre.

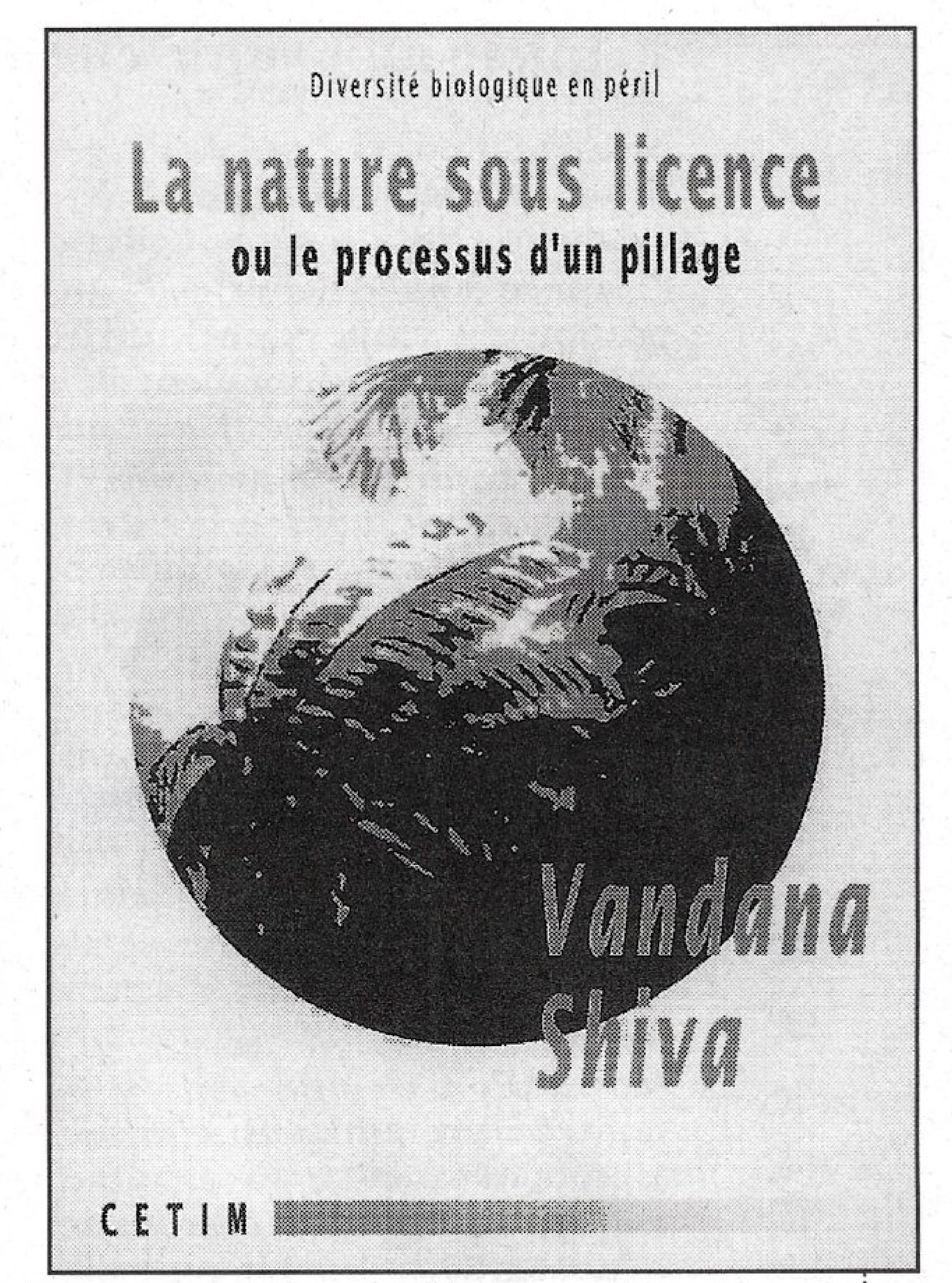
C'est le déroulement du catalogue
«Encore deux fourchettes...
Juste «ça», tu vas faire plaisir à...
Qui a fait le repas... qui est si bon...
On joue au garage...
Une cuillère pour tata...
Une cuillère pour papa, qui n'a pas
Le temps de manger... (le pauvre)»
...

Rien n'y fit
En désespoir de cause
Et ce n'est
Pourtant pas le style de la maison
Mais en situation désespérée
On va toujours rechercher
Dans les phrases
Qui ont construit une culture

«Te rends-tu compte
Qu'en Afrique
Tous les enfants ne peuvent pas
Manger...»

Et du tac au tac...

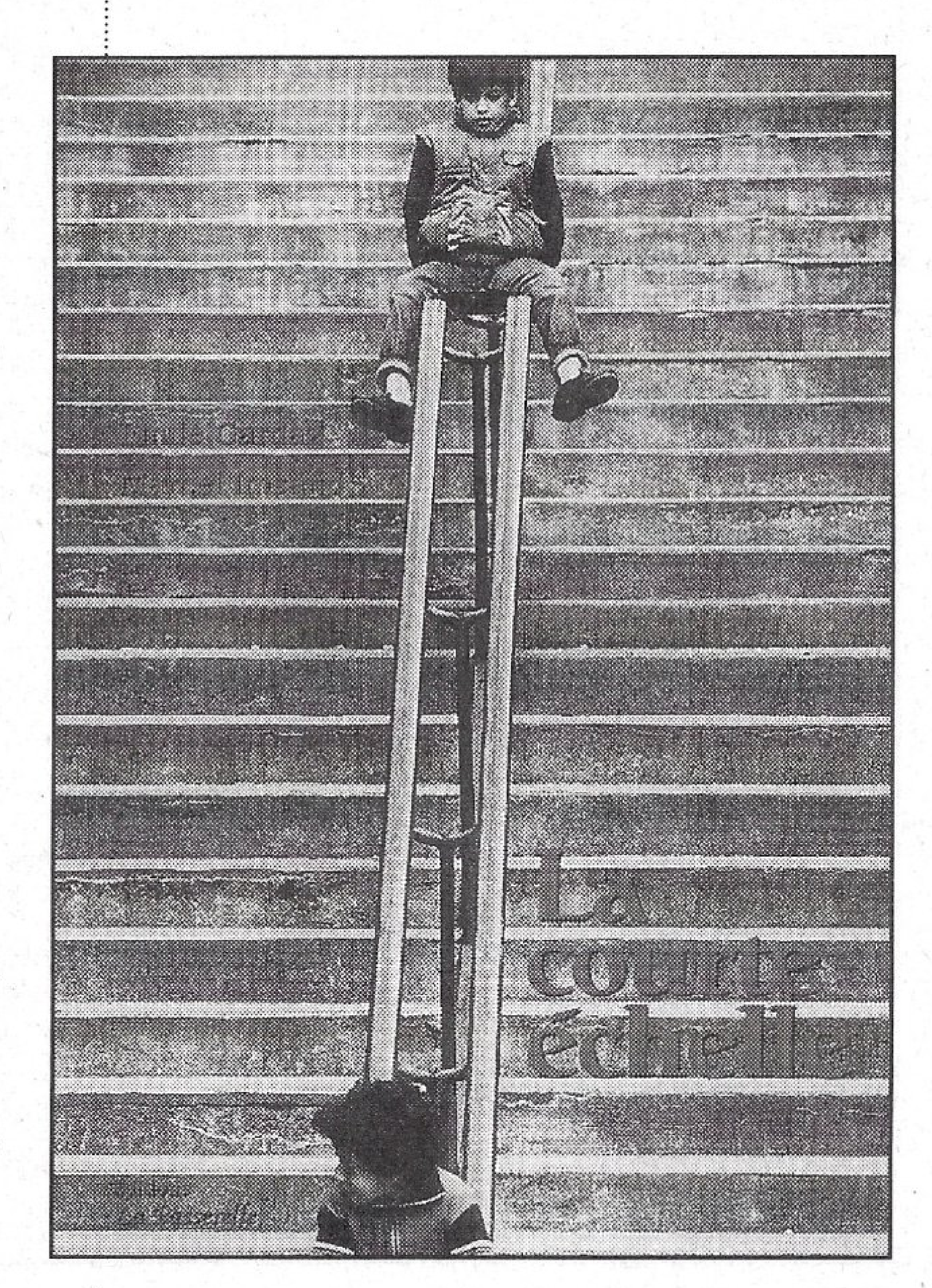
...Du haut de ses six ans:
«Evidemment avec la chaleur
Qu'il y fait
Ils n'ont pas faim»



«Biodiversité»: un mot encore inconnu de la plupart des dictionnaires. Pourtant on en parle de plus en plus. La diversité des espèces végétales et animales s'amenuise rapidement tandis que l'appropriation du vivant devient l'enjeu d'une formidable confrontation économique, politique, sociale et culturelle...
Vandana SHIVA, principale auteure de cet ouvrage, est l'une des chercheuses et militantes les plus en vue de l'Inde. Physicienne, philosophe, féministe, elle est aussi très active dans les mouvements de citoyens contre la destruction de l'environnement.

Prix: Fr. 18.– + port

Commande à:
CETIM
37, quai Wilson
1201 Genève



Prix: Fr. 30.– + port

Commande à:
La Passerelle
CSP-Vaud
Beau-Séjour 28
1003 Lausanne

Partons en voyage, voulez-vous?
A Salzbourg ou Assise, emmenés par les mots d'Emile Gardaz sur les noirs-blancs de Marcel Imsand.
Chez ces deux poètes, le temps passe avec grâce. Et l'enfance toujours ramène son impertinence et son éclat. Après *Saute-Saison, Passerelle des Jours, Le Moulin à Sable, Les Petites boréales*, les deux artistes poursuivent leur compagnonnage avec le Centre social protestant – 25 ans déjà! – en lui offrant ce nouveau superbe livre: *La courte échelle*.

« Nous sommes Eglise »

Requête du peuple chrétien

Nous publions ci-dessous la pétition «Wir sind Kirche» – littéralement «Nous sommes Eglise» – lancée l'an dernier par un groupe de catholiques autrichiens. Elle a été récemment diffusée en Suisse romande par un groupe de chrétiens genevois et le journal *Le Courrier*. D'autres journaux ont adopté une position critique face à cette initiative, mais sans publier le texte de la pétition. Les avis peuvent sans doute être partagés quant au contenu ou à la forme de cette requête. Beaucoup parmi nous l'ont déjà signée, d'autres estiment ne pas pouvoir adhérer à ce texte dans sa teneur actuelle. Respectant ce légitime pluralisme, *Interrogation*, en publiant ce texte, avec la présentation qu'en fait le groupe de Genève, n'entend pas engager les Mouvements comme tels, mais il le porte à la connaissance de tous, pour que chacun puisse, en connaissance de cause, se faire une opinion, et faire son choix en conséquence. Si vraiment «nous sommes Eglise», que l'on signe ou non ce texte, nous ne pouvons rester «neutres» face à la démarche elle-même. Cette requête, aujourd'hui signée par plus de trois millions de personnes, interroge notre conscience chrétienne et nous provoque à l'engagement pour «un renouveau de l'Eglise dans l'esprit de Jésus».

Un vaste mouvement parti d'Autriche s'étend actuellement en Europe (Allemagne, France, Belgique, ...) pour demander une réforme de l'Eglise catholique romaine: des mesures sont proposées dont la mise en œuvre devrait permettre à la Bonne Nouvelle de mieux atteindre les hommes et les femmes d'aujourd'hui.

En Suisse même, la Conférence des évêques, en septembre 1995, a reçu 3 pétitions portant quelque 73 000 signatures demandant notamment l'abolition du célibat sacerdotal obligatoire ou l'accès des femmes au sacerdoce. Ces démarches, faisant suite à plusieurs autres, notamment «l'appel de Lucerne», Mgr. Salina, président à la Conférence épiscopale a déclaré que les évêques suisses entendent poursuivre le dialogue (E. & M. nº 34 du 14.09.95, p. 973).

C'est dans l'espoir que ce dialogue se poursuive effectivement et que les demandes du peuple chrétien soient transmises à Rome que nous invitons les catholiques de Suisse romande à signer nombreux cette requête.

Nous proposons cet appel tel qu'il a été diffusé en Allemagne. Le texte n'est pas parfait et manque de nuances. Néanmoins il ne nous a pas semblé utile d'en refaire un. Celui ici présenté rejoint nos attentes et nous soutenons les propositions qui sont formulées.

Le groupe JONAS-Genève
(prêtres et laïcs en ministère)
Les communautés de base de Genève

Buts et exigences

Edification d'une Eglise fraternelle

Nous demandons:

- l'Egalité de tous les croyants. Abolition de la coupure clercs/laïcs, qui exclut la reconnaissance des vraies compétences;
- la participation des Eglises locales au choix de leurs évêques. Seul peut devenir évêque celui qui jouit de la confiance du peuple.

Egalité totale des femmes

- par la participation aux discussions et aux décisions à tous les niveaux de l'Eglise;
- par l'accès au diaconat permanent;
- par l'accès au sacerdoce et à la conduite de l'Eglise.

L'exclusion des femmes des ministères ecclésiastiques n'a pas de fondement biblique. L'Eglise ne peut se passer plus longtemps de la richesse de leurs capacités et de leurs expériences.

Libre choix entre vie de célibat ou vie conjugale

Ni la Bible ni le dogme n'ont jamais établi de lien contraignant entre ministère sacerdotal et célibat: il ne s'agit là que d'une donnée propre à une partie de l'Eglise romaine. En fait, ce célibat obligatoire perd de plus en plus son sens dans notre société. Il écarte surtout du sacerdoce nombre de chrétiens capables de présider l'Eucharistie. Or le droit des communautés à l'Eucharistie et à une direction est plus important que la réglementation ecclésiastique en la matière: il faut la réviser.

Valorisation de la sexualité, élément important de l'humanité voulue par Dieu

Nous attendons:

- la reconnaissance de la capacité des humains de prendre leurs responsabilités en matière de morale sexuelle (par exemple à propos de la régulation des naissances);
- l'abolition de l'équivalence posée entre régulation des naissances et avortement;
- la compréhension, et non plus de continuelles condamnations fracassantes (par exemple en matière de relations prémaritales ou d'homosexualité);
- la mise en valeur accrue de certains thèmes moraux (paix, justice sociale, conservation de la nature, etc.) et non-plus une fixation crispée sur la morale sexuelle.

Bonne Nouvelle, et non plus menaces

Nous attendons de l'Eglise:

- la solidarité et l'accompagnement des personnes en difficultés, et non pas des rappels angoissés de normes rétrécies;
- une compréhension accrue et des dispositions à la réconciliation avec tous ceux qui sont en situation de détresse, afin de les aider à prendre un nouveau départ (divorcés, prêtres mariés écartés du ministère, etc.), et non pas la sévérité rigide.

En signant cette requête, j'adhère à l'appel à un renouveau de l'Eglise dans l'esprit de Jésus, et en solidarité avec les objectifs de «Nous sommes l'Eglise». J'atteste en même temps que j'ai plus de 16 ans et que je n'ai signé qu'une fois cette requête.

Les initiateurs de la requête s'engagent à garder confidentielles les listes rassemblées.

Nom, prénom: ______________________

Adresse: ______________________

Signature: ______________________

Je suis catholique: ☐ oui ☐ non

Adressez votre document signé à l'une ou l'autre de ces adresses:

«JONAS», C.P. 1632, 1227 Carouge
«JONAS», ch.de la Dame 1, 1350 Orbe
«JONAS», C.P. 9, 1677 Prez-vers-Siviriez
«JONAS», fbg. de l'Hôpital 91, 2000 Neuchâtel
Colette SIERRO, rue du Simplon 10, 1920 Martigny
C.C.B. (Communauté chrétienne de base), poste restante, 1255 Veyrier

Signez, faites signer cet appel.
Textes supplémentaires à disposition
Tél. **022/342 26 84** ou
022/782 00 28

«Enchanté(e) de te connaître!»

par Jean-Marie Pasquier

Vraiment? C'est facile à dire, quand on se voit sur le pas de la porte, ou au terme d'une brève rencontre. On fait la connaissance d'une nouvelle personne, on est heureux. On apprécie son originalité, peut-être son exotisme... Ah ce sourire africain, que c'est merveilleux! Ah ces musiciens péruviens qui chantent dans nos rues, quels artistes! On voudrait même leur ressembler, on cherche à les imiter, on donne dans le latino...

Mais qu'ils viennent habiter dans notre immeuble, emmenant avec eux «leurs bruits et leurs odeurs», comme disait un politicien devenu président, tout change. Voici que bien vite on «déchante». L'enchantement a fait place à la gêne, à la méfiance, voire à une sourde hostilité. «Je ne suis pas raciste, mais...» On ne reste pas enchanté longtemps, quand on finit par se connaître «trop bien», entendez avec l'envers de la personne, ses côtés moins agréables, ses défauts.

C'est l'expérience que font beaucoup d'«expatriés» européens – coopérants, volontaires ou missionnaires – qui débarquent quelque part dans un pays du Sud. Je l'ai faite moi-même lors de mon séjour de six ans en Afrique centrale. Je me souviens de l'émerveillement des premiers temps: quelle chaleureuse hospitalité, quelle joie rayonnante sur les visages, quelle fête dans ces liturgies chantantes et dansantes au rythme du tam-tam! Enchanté, vraiment. Puis vint, assez tôt, le temps de la déception, avec la découverte des limites, des lenteurs et des lourdeurs... et toutes ces différences qui vite apparaissent comme des défauts insupportables. Eh oui, on sent monter en soi cette allergie à l'autre qui peut, si on la laisse passer de l'épiderme au cœur et à la tête, devenir quelque chose en soi qui ressemble fort à du «racisme»: une prise de distance à l'égard de l'autre, simplement parce qu'il est différent de moi, que je le sens envahir mon espace et menacer mon identité... Cela peut aller jusqu'au mépris, et au rejet.

C'est alors le moment décisif: ou bien je persiste dans cette attitude, qui peut se cacher jusque sous le zèle missionnaire ou le dévouement du volontaire pour le développement, ou bien je choisis d'**accepter** l'autre tel qu'il est, dans sa réalité. Avec des différences, ses limites, ses défauts. Et de l'**aimer** ainsi. On ne peut rester sous le charme indéfiniment, ni enchanté toute sa vie. Les amoureux devenus de vieux époux le savent bien. Après le coup de foudre, il y l'épreuve de la durée, voire un moment de doute: est-ce que je l'aime encore? C'est alors que l'amour devient acceptation réaliste, choix d'aimer l'autre pour lui-même, envers et contre tout, pour le meilleur et pour le pire.

Sans s'écraser, sans cesser d'être soi-même. Au contraire, dans la rencontre de l'autre, voici que je peux me trouver moi-même en vérité. Et me réjouir de différences qui ne me font plus peur, qui ne séparent pas, mais enrichissent l'un et l'autre. C'est vrai dans l'amour du couple, dans le dialogue œcuménique, dans la rencontre des peuples et des cultures.

«Fidèle à mes racines, ouvert à l'autre»: c'est le sous-titre explicatif de la Campagne de Carême «Enchanté(e) de te connaître!»

Bonne montée vers Pâques!

Burundi-Rwanda: le volcan n'est pas éteint, mais...

par Justin M. Kahamaile

Impressions et témoignages au retour d'un voyage dans la région

C'est une des plus belles régions d'Afrique, la végétation est luxuriante, le climat doux et le relief montagneux. Elle est traversée par le premier bras de la rift valley, renfermant dans ses creux d'immenses réserves d'eau, dont le lac Tanganyika. C'est une des régions les plus peuplées d'Afrique regroupant l'est du Zaïre, le Rwanda, le Burundi, l'ouest de la Tanzanie et de l'Ouganda.



Dativa: 18 ans et déjà responsable de ses 6 jeunes frères et sœurs

A cette région est attaché dorénavant le triste souvenir du génocide rwandais et le spectre des ses conséquences. Un génocide des peuples oubliés, suivi en direct, comme le veut l'époque, par l'ensemble de la planète. Le monde voudrait effacer le macabre souvenir, mais voilà que les convulsions intermittentes qui secouent la région viennent rappeler la profonde souffrance des populations et... nos responsabilités. Les racines du mal sont profondes les séquelles désormais aussi. Penser qu'une solution juste et rapide est possible est une illusion, imaginer cette solution sans impliquer les personnes concernées l'est encore davantage.

Nombreux sont les témoignages du long calvaire des gens au Rwanda, au Burundi ou au Zaïre, ils méritent attention et respect, mais nombreux sont également les signes d'espoir. Croire en la vie et porter son engagement comme une contribution à la préservation de cette vie, dans la justice et la dignité. Voilà peut-être ce qui nous est demandé.
Pourquoi donc énumérer les morts au Burundi? Ce pays ne va-t-il pas disparaître bientôt, comme d'aucuns l'annoncent? Et puisque cela n'émeut plus...
A quoi bon vérifier les disparitions au Rwanda? Ce pays ne nous a-t-il pas offert pire? Et qu'est-ce que cela peut-il bien changer?
Mais une chose est sûre, au delà du voile noir une lumière brille, fébrile et hésitante, mais sa source est distincte. Il convient de l'entretenir, c'est possible et c'est à notre portée.

Kigali: une résurrection sur fond des souffrances

Pour qui connaît le Rwanda d'avant le génocide, le retour à Kigali est déconcertant, la ville n'a pas été détruite, les grands immeubles sont intacts et de nouveau fonctionnels. Seuls quelques impacts de balles signalent les affrontements d'il y a bientôt deux ans entre l'APR (Armée patriotique rwandaise) et l'ex-FAR (Forces armées rwandaises).
Le marché, est achalandé, les rues de la ville grouillent de gens ayant tous l'air affairés, les embouteillages ne sont pas rares au rond-point de Kigali. Aux véhicules des particuliers viennent s'ajouter ceux, nombreux, des ONG affichant haut et presqu'insolemment sigles et antennes. Kigali est une ville qui revit avec une population moitié composée d'anciens réfugiés, revenus d'un long exil. Il faut aller à l'intérieur du pays pour constater l'ampleur du désastre. Des villages entiers dévastés, des champs abandonnés, envahis par la brousse, et puis... des âmes meurtries.
Les Rwandais sont unanimes: la mort de la famille et avec elle celle de la société c'est la pire des choses qui leur est arrivée. La famille au Rwanda est en redéfinition, la recomposition se fait sur de nouvelles bases, avec des critères inédits. Tel orphelin Tutsi récupéré par des voisins Hutus, tel enfant Hutu dont les parents ont fui au Zaïre récupéré par une famille Tutsi... des exemples qui témoignent de la solidarité existante et de la cohésion possible entre les deux ethnies. Un phénomène nouveau: des familles tenues par de jeunes personnes. 18 ans et déjà responsable de ses jeunes frères et sœurs. Les responsables d'ONG rwandaises préfèrent cette responsabilisation précoce à un éclatement de la famille. Apporter un appui moral, psychologique et matériel, certes, mais sauvegarder à tout prix ce noyau. L'état rwandais privilégie lui aussi cette approche.
Discutez avec les expatriés essentiellement occidentaux, présents au Rwanda, tous estiment que la priorité c'est la restauration de l'appareil judiciaire. Un vœu noble qui reçoit en écho la non-volonté de la communauté internationale et le scepticisme des Rwandais. Mais de quel appareil judiciaire s'agit-il donc de restaurer? celui qui jadis servit d'instrument d'un pouvoir qui a montré jusqu'où il pouvait pousser l'abus et la dérive? Recréer plutôt une culture de justice, voilà la priorité. Les idées ne manquent pas, les acteurs non plus, il faut savoir les repérer et refuser de se substituer à eux.

Burundi, le pays insaisissable

Une atmosphère lourde, une méfiance dans le regard, une peur, telles sont les impressions ressenties à l'arrivée à Bujumbura. La tension est réelle et l'avenir incertain. Mais quelque soit la gravité de la situation, il est hâtif d'établir la ressemblance entre le Burundi et le Rwanda et de conclure que le scénario sera inévitablement le même. Il existe un gouvernement qui n'a certes pas tous les moyens de son pouvoir, mais qu'on ne peut qualifier de raciste. Il existe au Burundi des gens épris de justice et de paix issus de tous les milieux et de toutes les ethnies. Au Rwanda il n'y en avait plus ou si peu avant le génocide. L'avenir du Burundi dépendra de l'appui qu'on décidera d'apporter ou pas à ces héros anonymes de la paix et bien souvent «martyrs de la fraternité».

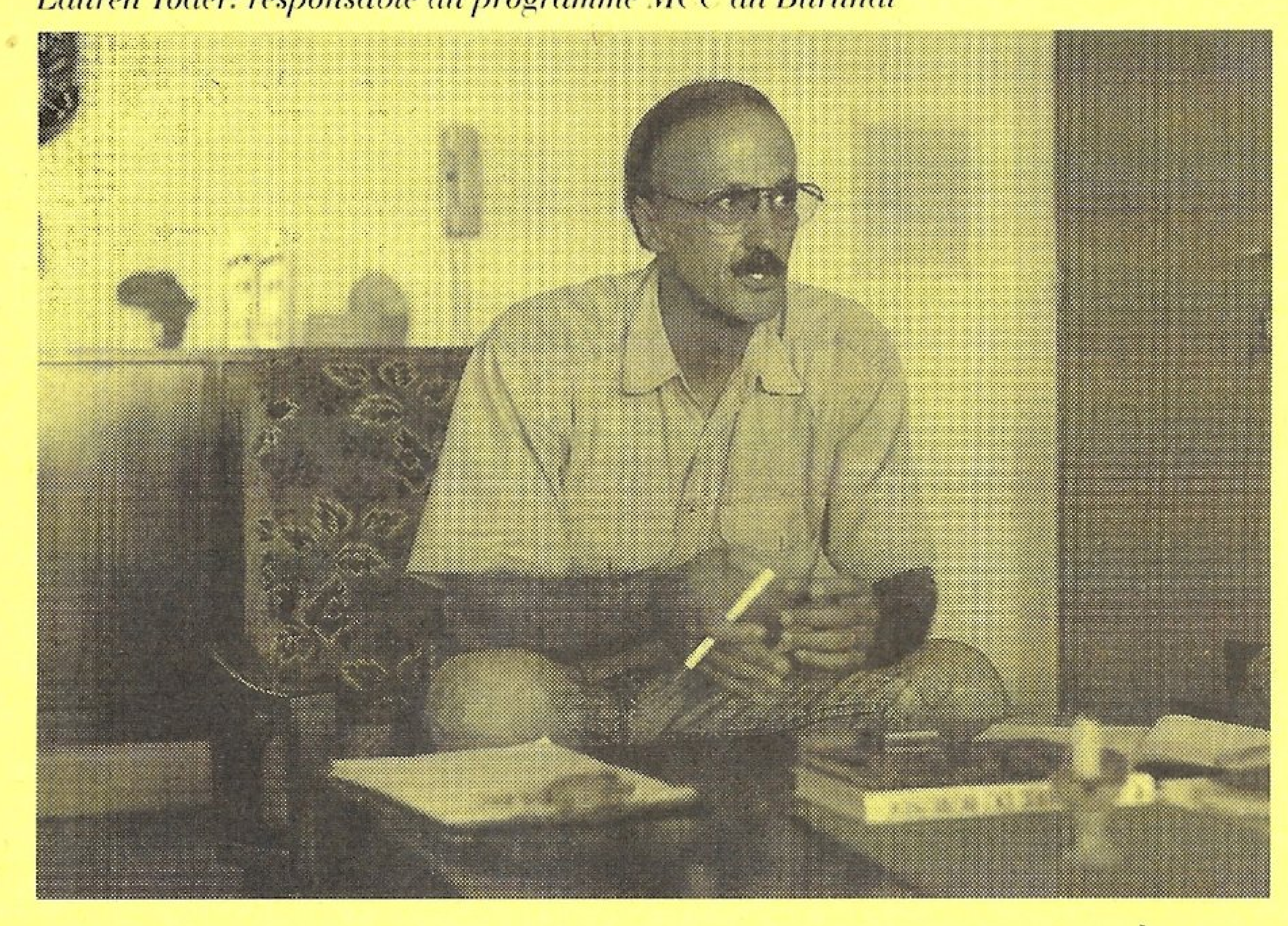
Ci-après, extraits de l'entretien avec Lauren Yoder, américain, responsable du programme MCC (Mennonite Central Committee) au Burundi. Un exemple de solidarité à développer avec le Burundi, un signe attestant que tout espoir n'est pas perdu.

L.Y.: Nous sommes arrivés ici à la fin du mois de septembre de l'année passée, donc en 1994. Notre première tâche a été d'identifier et ensuite de soutenir les organisations locales dont le travail participe à l'amélioration de la situation. L'Eglise évangélique des amis a été notre première partenaire. Le problème auquel nous nous sommes confronté a été celui de communication du message évangélique. Il me semble que le message de la paix n'a jamais fait partie du message évangélique de l'Eglise ici.

Le projet initial portait sur ce qu'on appellerait une présence pour la paix au Burundi. A l'origine, l'idée était de faire venir quelques personnes désireuses de travailler avec les membres de l'église évangélique des amis, à plusieurs endroits, notamment à l'hôpital de Kibimba, puis à Kwibuka où se trouve le centre des activités de l'Eglise. En somme assurer une présence pour manifester sa solidarité et accepter d'être témoins.

Cela s'est révélé utile. Nous avons toutefois rencontré nombre de problèmes, notamment celui de la non-préparation des membres. Lorsque les gens viennent sans parler la langue, sans connaître bien le Burundi cela pose parfois des problèmes. Des problèmes de sécurité et d'encadrement. L'expérience est à poursuivre mais il nous faudrait de notre côté préparer les gens avant qu'ils ne viennent. Par des stages linguistiques, une initiation à l'histoire et à la culture du Burundi... Campus pour Christ est devenu deuxième partenaire. Le problème du Burundi a obligé cette institution à aller au delà de sa mission habituelle à savoir évangéliser, pour s'intéresser à la réinsertion, à la reconstruction et à la réhabilitation des «déplacés» et des «dispersés» qui n'avaient plus rien. Avec eux, nous avons lancé des projets de reconstruction de maisons détruites en 1993 ou après, dans trois provinces: Ruhigi, Gitega et Cibitoke. MCC a participé aux financements du projet.

Lauren Yoder: responsable du programme MCC au Burundi



Cela marche très bien, grâce aux maisons construites, quelques camps des déplacés ont pu être fermés. Des dispersés ont également pu retrouver une maison. Des gens des deux ethnies qui vivent de nouveau ensemble sur la même colline, c'est un petit exemple d'une expérience fragile mais qui pousse à l'optimisme. Les gens vivent paisiblement en harmonie sur ces collines cela durera le temps que ça durera, mais nous, nous sommes contents d'avoir participé à la mise en route de l'expérience.

I.: Combien de personnes à peu près bénéficient du projet?

L.Y.: Une centaine de maisons donc une centaine de familles cela représente plus ou moins 250-300 personnes. Il faut multiplier ce chiffre par deux car deux provinces sont concernées Ruhigi et Cibitoke. A Gitega le projet a été conçu différemment. Avec la FECABU (Fraternité Evangélique Chrétienne Africaine du Burundi), un projet pilote a vu le jour dans la région de Mutharo, une région sinistrée où les affrontements ont été très violents. Le projet a été élaboré avec l'aide de la population qui a été invitée à répondre aux questions des initiateurs du projet. Le résultat a été la construction dans un premier temps d'une dizaine de maisons pour 4 familles Tutsis, 5 familles Hutus et une famille Twa. Ces dix familles constituent un noyau. Pour le consolider, une éducation à la paix et des séminaires de réconciliation sont dispensés. A cette aspect formation, s'ajoute un appui matériel. Des outils (houes...), des semences ou encore des poules, des chèvres... sont offerts sous forme des crédits aux familles, le but final étant d'amener les gens à revivre presque normalement. Et, là aussi, c'est un projet en cours: nous ne savons pas ce que cela va donner.

mais l'urgence nous impose de le faire. Si le résultat est satisfaisant, nous étendrons le projet sur d'autres régions en mobilisant plus de moyens financiers. Il faut travailler pour la fermeture des camps, mais dans des conditions de sécurité évidemment. La sécurité est un préalable au Burundi, construire des maisons c'est œuvrer pour la stabilité de la situation. Le risque est à prendre.

La radio, outil de la paix

La radio est le moyen de communication le plus important ici au Burundi. Avec une organisation américaine qui travaille dans le domaine de la recherche d'un terrain d'entente nous soutenons, et participons à la préparation d'une série radiophonique sur la paix et la réconciliation. Une série mettant en scène deux familles, une Tutsi, une Hutu vivant à la campagne ou en ville. L'exercice consiste à briser le mur de la discrétion pour lever le voile sur des sujets tabous. Ne plus parler de paix en termes généraux mais confectionner des sujets de discussion qui suscitent débat. Utiliser la radio comme une transition, vers un dialogue possible. 5-10 minutes par semaine, peut-être même plus sur les ondes de la radio nationale pour parler aux gens dans le langage qui rejoint leurs préoccupations. Nous avons reçu un avis favorable des autorités politiques pour ce projet.
Tout le monde est fatigué, les hommes du pouvoir comme ceux de l'armée, la population aussi.
On voudrait entendre une voix forte, un message de paix et de réconciliation de la part de l'Eglise, de toutes les Eglises. Nous essayons d'encourager les leaders des Eglises à trouver cette voix, par des séminaires et par des consultations. Il ne nous appartient pas d'apporter ce message, ce sont aux Burundais eux-mêmes de le définir et ensuite de le porter haut et fort. Mais si nous pouvons les y aider ce serait déjà ça de gagné.

I.: L'évolution de la situation pousse-t-elle à l'optimisme?

L.Y.: J'étais optimiste, il m'arrive souvent de l'être. Oui, cela marche par à coups, les périodes d'accalmie correspondent aux périodes d'optimisme et puis, quand viennent les massacres, le découragement m'envahit.

I.: Etes-vous d'accord avec ceux qui disent que la misère des gens justifie pour une grande part la violence dans ce pays?

L.Y.: Je crains qu'ils aient raison, nombre de personnes basculent maintenant dans la violence parce qu'elles vivent dans le dénuement total. Je pense surtout aux jeunes, à qui aucune perspective n'est offerte, des jeunes en quête d'identité ou de définition de personnalité, qui n'ont pour toute réponse qu'un discours ethnisant et raciste, je pense à ces jeunes et je crains pour l'avenir, voilà pourquoi il nous faut travailler dès aujourd'hui, et dès maintenant.

I.: Existe-t-il une force du centre se dégageant de toutes les tendances extrémistes, capable de prendre petit à petit de l'importance et arriver à diriger le pays?

L.Y.: C'est à souhaiter et ce n'est pas un rêve. Je ne connais pas les milieux politiques pour identifier les personnes qui pourraient constituer ce centre, mais je pense que ces personnes existent, je crois qu'il existe un centre dans ce pays. Ce sont ces gens là qu'il faut identifier et soutenir.

I.: Disposez-vous des moyens suffisants pour votre programme? De quoi auriez-vous besoin?

L.Y.: Les ressources financières ne manquent pas; le problème pour nous c'est de pouvoir évaluer les projets qui nous sont proposés et d'identifier des partenaires fiables. Nombreuses sont les personnes qui nous présentent des projets qu'elles jugent utiles au retour de la paix. Il nous est difficile de vérifier l'efficacité de ces projets. Ce n'est guère le développement économique qui nous intéresse actuellement, mais plutôt des projets qui peuvent conduire à la réconciliation. Nous ne pouvons malheureusement pas sillonner tout le pays et repérer les gens qui ont des idées et les soutenir; l'insécurité des routes rend encore plus difficile notre travail. Nous continuons certes à aller à l'intérieur du pays, mais nous ne pouvons prendre aucun risque. La présence des expatriés est importante, mais il faudrait que ça soit des gens qui connaissent et aiment le Burundi, des gens qui veulent soutenir les efforts des Burundais. Pas des gens qui viennent pour montrer la voie. Nous avons à épauler les gens et pas nous substituer à eux. La présence d'observateurs est importante mais évitons de répéter l'erreur coloniale.

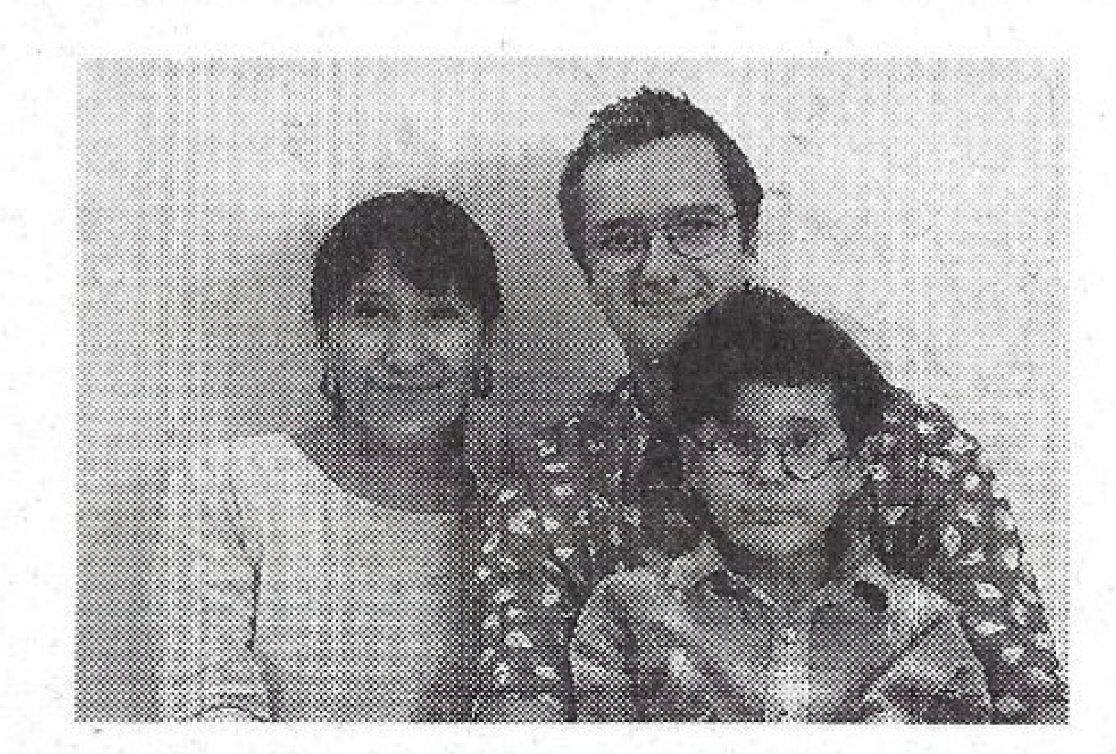
I.: Combien de personnes le programme emploie-t-il?

L.Y.: Quatre expatriés auxquels viendra s'ajouter une cinquième personne au mois de janvier. Celle-ci travaillera à Gitega au centre de la paix. Un lieu de rencontre où des séminaires et des sessions de formation seront organisés.

I.: En deux mots, quel est votre principe de travail au Burundi?

L.Y.: Eviter de proposer des solutions qui peuvent devenir des problèmes.

Départ



Jean-Stéphane, Magdalena et Emilien Clerc-Ybarguen ont rejoint le Pérou. Jean-Stéphane est engagé comme animateur social à l'Association KALLPA à Lima. Il travaille avec les collaborateurs de l'Association dans la campagne d'éducation à la santé auprès des jeunes, à la planification de celle-ci, à son exécution et à son suivi. Magda, après une phase d'observation, trouvera, elle aussi, un engagement adapté à la demande locale.
Leur adresse:
c/o Familia Ybargen-Pacheco
Av. Cesar Canevaro 915
Zona D
Lima 29/PEROU

Concours

Frères sans frontières lance un concours pour une campagne de recherche de fonds.
Pour continuer à répondre le plus possible aux demandes des pays du Sud, Frères sans frontières aimerait dégager des revenus propres et lance à cet effet un appel de soutien financier par un petit concours.

1. Pour participer, vous aurez l'amabilité de verser, à l'aide d'un bulletin de versement, la somme de vingt francs ou plus:

2. Vous répondez aux huit questions du concours et reportez les réponses dans la case «communications» du bulletin de versement (à chaque question numérotée, indiquez la lettre correspondant à la réponse, cf. exemple ci-dessous).

Peut-être aurez-vous la chance de gagner l'un de ces prix:

1er prix:
un vol pour Rio de Janeiro (ou une autre destination) d'une valeur de 1200 fr.

2e prix: un vélo tout terrain

3e au 5e prix:
un bon de 100 fr. dans un Magasin du Monde

6e au 10e prix:
un Questionary, jeu de questions sur le monde et le tiers monde

Le tirage au sort aura lieu le 15 avril au secrétariat de Fribourg. Les gagnants seront contactés et leurs noms ainsi que les réponses paraîtront dans un prochain numéro.

Nous tenons à signaler que les fonds récoltés serviront uniquement à l'affectation de volontaires dans les pays du Sud.

Questions

1. Frères sans frontières, qui a pour but de promouvoir la solidarité, la participation et la justice entre les peuples, avec option préférentielle pour les communautés les plus défavorisées, est un organisme qui:
a) envoie des volontaires dans les pays du Sud
b) finance des projets de développement
c) commercialise des produits pour promouvoir des échanges plus équitables

2. En moyenne, la Terre produit chaque jour 2,3 kilos de nourriture par habitant: donc, la faim provient d'une mauvaise répartition des richesses.
a) vrai
b) faux

3. Dans le monde, deux analphabètes sur trois sont des femmes.
a) vrai
b) faux

4. La rougeole n'est pas une maladie mortelle.
a) vrai
b) faux

5. Les forêts tropicales diminuent à chaque seconde d'une surface égale à:
a) une chambre
b) une maison familiale
c) un terrain de football

6. Si le prix d'un kilo de bananes est de 2 francs pour nous, le paysan qui les cultive touche un revenu de:
a) 10 centimes
b) 50 centimes
c) 1 franc

7. Quels sont les deux cantons romands autorisant les étrangers à voter sur le plan cantonal?
a) Genève et Vaud
b) Genève et Jura
c) Jura et Neuchâtel

8. Les dépenses mondiales pour l'armement sont supérieures à l'aide au développement
a) vrai
b) faux

Einzahlung Giro **Versement Virement** **Vers**

Einzahlung für/Versement pour/Versamento per

Frères sans frontières
Serv. chrétien pour le développement
Case postale
1709 Fribourg

Konto/Compte/Conto **17-7786-4**
Fr. **c.**

Mitteilungen / Communications / Comunicazioni
1 .... 2 .... 3 ....
4 .... 5 .... 6 ....
7 .... 8 ....

Giro aus Konto
Virement du compte
Girata dal conto ....

Einbezahlt von/Versé par/Versato da
....

Impressions de voyage

par Claire-Lise et René Zaugg

Claire-Lise et René Zaugg ont de tout temps fait partie de GVOM. Ils viennent de rentrer d'un voyage en Haïti où travaille leur fils.

Port-au-Prince

Les impressions, plus de quatre ans après le dernier séjour en Haïti, sont d'abord visuelles: Port-au-Prince donne encore plus l'impression de grouiller d'une population affairée, estimée maintenant à plus de 1,5 million d'habitants. Les petites marchandes empiètent encore davantage sur les rues. On peut vraiment acheter de tout, mais à des prix tels que la consommation est inaccessible aux trois quarts de la population. Des détritus s'amoncellent là où l'on n'avait pas l'habitude d'en voir. Mais on y trouve des porcs, «l'élevage urbain» comme disent certains. Des bâtiments ont poussé, construits sans ordre et parfois sans moyens suffisants pour les finitions. Plusieurs quartiers s'en trouvent enlaidis.

Le parc de véhicules, le plus souvent d'occasion, aurait augmenté de 30% depuis la fin de l'embargo. A cela s'ajoutent des rues par endroit défoncées, des tronçons définitivement fermés pour cause de marché permanent, des mécaniciens qui réparent des véhicules en plein trafic et des camionnettes publiques qui s'arrêtent n'importe où, quelle que soit l'étroitesse de la voie: les bouchons n'ont alors plus rien de surprenant. Aux heures de pointe, les principales rues de la capitale ont des allures d'immense parking d'où chacun essaie de s'extraire tant bien que mal.

Ces bouchons conditionnent la vie de toute une partie de la population. Ceux qui le peuvent, se rendent avant 6 h 30 à leur travail et il n'est pas rare de rencontrer dès 5 h 30 déjà des élèves qui attendent des véhicules dans l'espoir d'être à l'heure à l'école. D'autres personnes se résignent à passer quotidiennement plusieurs heures dans les embarras. Conséquence, les chauffeurs de taptap ont de plus en plus de peine à gagner leur vie dans une circulation qui avance souvent au pas: ils n'arrivent plus à parcourir suffisamment de trajets pour couvrir la location journalière de leur véhicule.

En fait, le long des routes nationales qui sortent de la capitale, le long de «l'autoroute» qui rallie Pétionville, les rues se sont créées comme un réseau hydrographique, sans plan d'aménagement. Quittant les impasses, les autos se faufilent dans des ruelles, puis dans des rues pour se déverser sur quelques routes principales tout à fait insuffisantes pour absorber ces flots de véhicules auxquels s'ajoutent les flots tout court quand il pleut: il n'y a pratiquement plus de réseau d'égouts en état et la plupart des ravines débordent en raison des alluvions et des détritus qui s'y amoncellent. Des aménagements sont en cours pour canaliser certaines ravines et briser la force de ces torrents occasionnels, mais il faut aussi draguer de plus en plus loin dans la mer le bas de ces ravines. Les matériaux extraits forment des petites buttes sur lesquelles s'installent bien vite des baraques de tôle ou de carton. Dans ces endroits, comme dans bien d'autres, pas d'eau potable, pas d'écoulement: on peut sérieusement s'inquiéter des conditions d'hygiène et de pollution imposées à une bonne partie de la population de la capitale.

Très vite, on se rend compte qu'un autre phénomène rythme la vie: la distribution de courant électrique. Le plus souvent 4 à 6 heures n'importe quand dans la journée, parfois 12 le dimanche. Quelques quartiers en ont eu 24 heures le jour de Noël. Certains sont bien obligés de s'adapter et tra-

vaillent ainsi entre minuit et 4 ou 5 heures du matin, d'autres se débrouillent avec des systèmes de batteries.

Les vieilles ornières

Trente ans de dictature, cinq ans de «transition» et trois ans de régime militaire et d'embargo passoire n'ont vraiment pas arrangé les affaires du pays. Au mieux, celles de quelques nouveaux riches qui ont su se placer. Impossible pour le gouvernement légitime, coupé de cette réalité pendant trois ans et revenu avec l'objectif prioritaire de rétablir la démocratie, de tout remettre en état en quelques mois, surtout quand certains fonds sont affectés de l'étranger à des projets pas forcément urgents. Des routes ont cependant été réparées, des réservoirs d'eau et des usines électriques sont également en réparation. Partout on voit des panneaux annonçant la réhabilitation de ceci ou cela. Mais il y a tellement à faire!

Au fil des contacts, on découvre d'autres aspects de la vie quotidienne. Si les personnes rencontrées n'ont pas complètement perdu espoir, elles manifestent cependant une déception évidente. Elles sont désabusées par tant de pagaille et perplexes devant l'incompétence et le comportement de certains fonctionnaires, rattrapés par le système que les autorités se proposaient de combattre: le clientélisme refait surface, des passe-droit et des combines refleurissent, le profit ou la recherche de prestige menace l'idéal de certains militants. Même si le président Aristide lui-même et ses ministres ne peuvent être convaincus d'enrichissement personnel, on leur reproche en tout cas de n'avoir pas suffisamment combattu ou au moins dénoncé le retour des pratiques d'autrefois.

Un autre aspect qui déconcerte, même dans les milieux «Lavalas», ce sont les «commissions présidentielles». Héritières des commissions Lavalas chargées de préparer en 1990 les dossiers du candidat Aristide, ces organismes, comme leur nom l'indique, sont en relation directe avec la présidence, une entité qui a pris de l'importance avec les mois. Ils doublent bien souvent les structures des ministères, conseillent, décident et notamment attribuent aux «petits projets présidentiels» des fonds venus de l'extérieur. Ces projets ne semblent pas s'inscrire dans un ensemble cohérent mais paraissent plutôt répondre au coup par coup à des besoins ponctuels.

Avec le retour du gouvernement légitime, la sécurité a pu être rétablie. Dans l'ensemble, le processus démocratique est à nouveau sur les rails, mais la démocratie vécue est encore bien loin. Témoin cette réflexion entendue à la radio juste après Noël, alors qu'une rareté de fuel provoquait un début de panique: «Si le président Aristide ne peut pas nous fournir du pétrole, il n'a qu'à démissionner!» Pour une bonne partie de la population, tout dépend encore du bon vouloir du président. Ces 35 dernières années ont indéniablement marqué les mentalités dans ce sens et les ont aussi habituées à ne respecter que la force et pas le droit. Comment désormais donner (ou redonner) force à la loi? Comment redonner force à la justice quand tout le système judiciaire est à reconstruire et que depuis des années les procès traînent, les enquêtes n'ont pas abouti? Comment faire respecter une police, formée en quatre mois et encore balbutiante, après des années de répression et de violences arbitraires?

L'économie

Sur le plan socio-économique, le développement est encore en panne. Comment rassurer les investisseurs privés qui attendent de voir (pendant combien de temps encore?) avant de risquer un dollar dans une économie dont la stabilité n'est pas garantie?

La décentralisation annoncée est loin d'être effective. Selon bien des avis, c'est un des moyens, peut-être le seul, de redonner une certaine vitalité aux villes de province et à la campagne et de réduire l'afflux de population vers la capitale, voire d'inverser cette tendance. Pour le moment, les autorités régionales viennent tout juste de prendre leurs fonctions, mais n'ont pratiquement encore rien à gérer, faute de moyens financiers. Leurs compétences ne sont d'ailleurs pas toujours clairement définies et il faudra une longue période de rodage pour que cette décentralisation entre dans les faits.

Sur le plan des finances publiques, une autre donnée laisse songeur: pour cette année, près de 60% du budget de l'Etat sont couverts par des promesses d'aide extérieure. Dans ces conditions, l'indépendance du gouvernement n'est pas assurée puisque quelques promesses «oubliées» pourraient constituer un terrible moyen de pression. Par ailleurs, sur incitation du FMI, les autorités essaient de récupérer d'énormes arriérés d'impôts dus par quelques gros commerçants, en général des sympathisants plus ou moins avoués des anciens putschistes. On parle de plusieurs dizaines de millions de dollars. Voilà encore une autre tâche qui ne sera pas facile à mener à bien.

Les élections

Toutes ces interrogations expliquent en partie le désarroi et le scepticisme des électeurs lors des derniers scrutins. A cela s'est ajouté le doute longtemps entretenu par le président Aristide sur son intention de «récupérer» les trois ans passés en exil. D'où la faible participation aux dernières élections présidentielles (environ 30% des inscrits). Les perdants, eux, y voient plutôt un signe de protestation.

Le nouveau président élu, René Préval, 53 ans, agronome de formation (ex-premier ministre du premier gouvernement Aristide) jouit en général d'une réputation positive. On le dit honnête, retenu dans ses discours, homme de terrain, ouvert et pas mal vu des Etats-Unis. Illustration des défis à relever: il a lu sa première déclaration au siège de son parti à la lueur d'une bougie, devant les caméras de télévision. Il lui faudra cependant s'affirmer très vite. En effet, selon la Constitution, les duvaliéristes auront terminé leurs dix années de «purgatoire» en 1997 et pourront dès lors prétendre à des places au sein des instances officielles. Plus près dans le temps, le départ progressif de la force multinationale, montrera si les tenants de l'ancien régime, pas tous désarmés (pourquoi pas, au juste?), tenteront de relever la tête.

Il n'en reste pas moins que pour la première fois de l'histoire d'Haïti, un président élu succède à un autre président élu. Autrement dit, il va y avoir en Haïti un ex-président ayant accompli son mandat, tout comme en France ou aux Etats-Unis. Personne à vrai dire ne sait encore quelles seront les prérogatives de l'ex-président Aristide, désormais marié, et quel sera son rôle comme citoyen pas tout à fait comme les autres. Certains observateurs expliquent par cette perspective inédite les ennuis de toutes sortes faits ces derniers mois au gouvernement: il s'agirait, selon eux, de ternir la fin du mandat d'Aristide pour réduire d'autant son influence future. Si deux mandats successifs sont interdits par la Constitution, rien n'empêche en effet Jean-Bertrand Aristide de poser à nouveau sa candidature dans 5 ans. Avec une épouse juriste et engagée, l'ex-prêtre a encore de l'avenir.

Eiréné

Pour son comité suisse, Eiréné cherche à repourvoir le poste de

secrétaire – coordinateur/trice

à temps partiel (30%)

dès le mois de mai 1996, ou à convenir.

Outre les travaux de secrétariat habituels (courrier, PV, téléphones, etc.) cette personne
- est chargée des premiers contacts avec les candidats;
- assure le suivi des volontaires outre-mer (assurances, décomptes et rapports);
- sert de relais entre les membres du comité suisse ainsi qu'avec le siège principal basé en Allemagne;
- représente occasionnellement le mouvement lors de rencontres avec d'autres ONG.

Qualités requises:
- autonomie et esprit d'initiative;
- maîtrise de l'allemand (éventuellement notions d'espagnol);
- connaissances dans le domaine du développement;
- intérêt pour la non-violence et la médiation.

Lieu de travail à domicile, mais avec des réunions mensuelles à Lausanne ou à Yverdon principalement.

Postulations et renseignements auprès de:
Eiréné
C.P. 2262 – 2302 La Chaux-de-Fonds
Téléphone 039/28 78 47

Uruguay: fin de siècle

par Daniel Caselli

L'Uruguay, avec son nom officiel de «República Oriental del Uruguay» n'a pas de vrai nom. En effet, la «République qui se trouve à l'Orient de la rivière Uruguay» n'a pas de nom propre...

Si cela ressemble à une certaine «Confédération helvétique», qu'on appelle aussi Suisse, ce n'est que pure coïncidence.

Dans cette république qui est à l'Orient de la rivière Uruguay, ... le secret bancaire existe pleinement, c'est le berceau de la fuite des capitaux et du blanchiment d'argent de toute la région. La place financière est plus importante, maintenant, que l'industrie nationale. Le nouveau gouvernement du président Sanguinetti (néo-libéral) fait l'impossible pour que dans la capitale Montevideo réside le siège du tout récent MERCOSUR (Marché commun du Sud – Argentine, Brésil, Paraguay et Uruguay).

La corruption, surtout liée à quelques politiciens qui abusent du trafic d'influence pour des gains monétaires personnels, y fait irruption. Tout le monde se pose des questions sur comment le président sortant, A. Lacalle, du Partido Blanco, a pu se construire récemment une maison évaluée à plus de US$ 600000... Et bien sûr, les enquêtes du parlement sur des cas de corruption de membres de l'ancien et du présent gouvernement aboutissent difficilement à des condamnations des impliqués. Les magouilles dans la vente de banques à des privés que l'Etat avait acheté pour sauver de la faillite (Banco Pan de Azucar), dans l'énorme compagnie d'assurance de l'Etat (BSE, ex-monopole de l'Etat), dans des secteurs de la santé, et d'autres du genre, vont bon train. Même il y a eu quelques compagnies privées, qui, quand elles négociaient avec certains membres de l'Etat, ont enregistré en cachette les réunions.

Recyclage de logements squattés par les propres habitants, avec l'aide de la Mairie de Montevideo

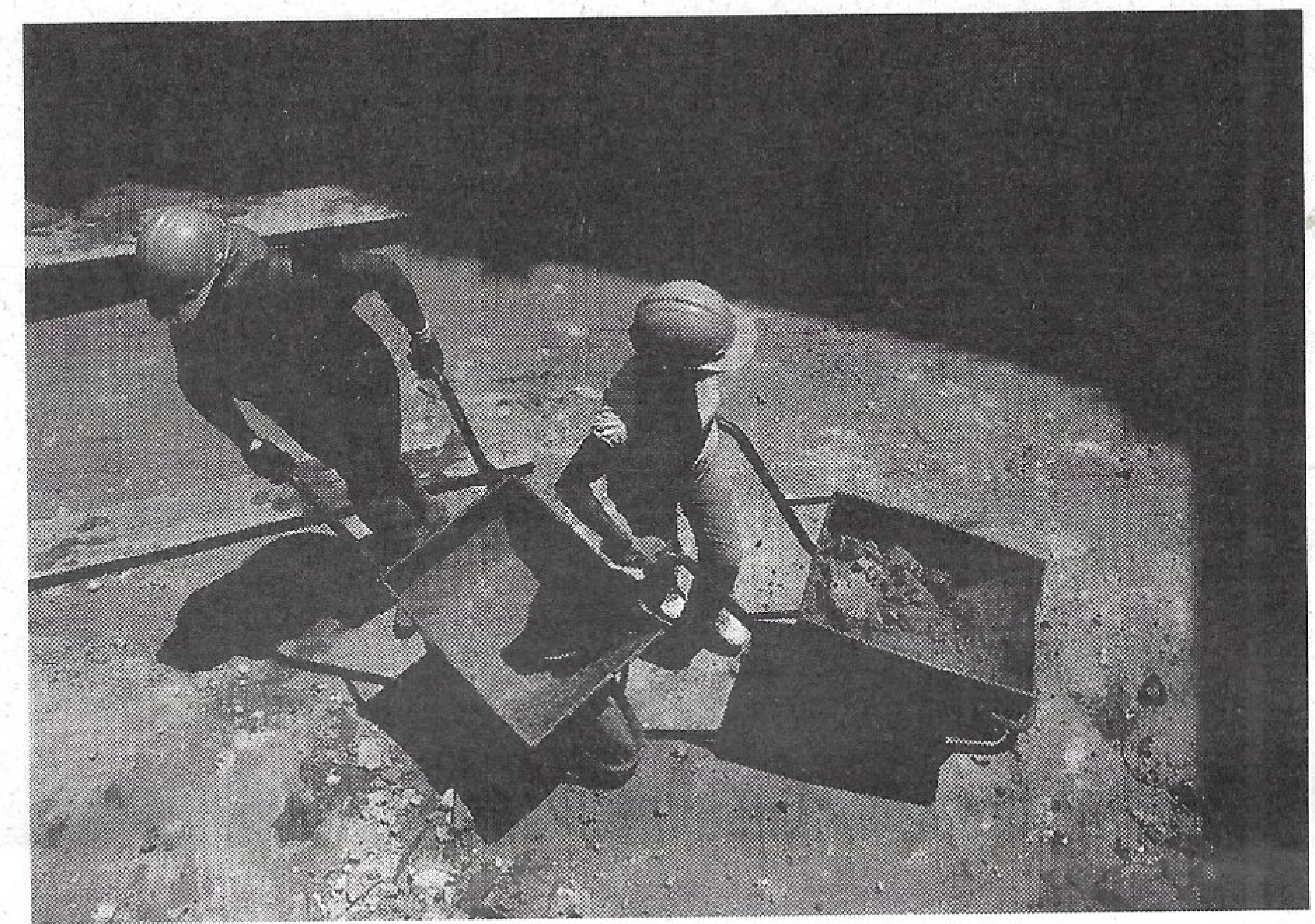


La presse s'est faite un régal en publiant des pages entières de ces réunions, insultes comprises.

L'immigration de travailleurs du Brésil, souvent illégale et liée au secteur de la construction, fait irruption aussi dans la réalité nationale. Les syndicats se trouvent dans la contradiction de dénoncer ou non ces camarades brésiliens qui travaillent au noir. Surtout que l'Uruguay, avec un taux de natalité le plus bas d'Amérique latine, a gardé les anciennes lois sur l'immigration, très ouvertes, de la première moitié du siècle, période de grande émigration d'européens vers l'Amérique latine.

L'Uruguay, principal exportateur d'or du continent, sans avoir une seule mine – c'est de l'or non déclaré provenant principalement du Brésil – veut, à tout prix, retrouver son statut de la «Suisse de l'Amérique latine».

Mais les différences avec la Suisse existent, et elles sont typiques d'un pays qui se trouve dans le tiers monde. Chômage grandissant (17%); différence toujours plus grande entre la minorité des riches et les plus pauvres; priorité de développement à tous les secteurs financiers, mais presque rien pour l'éducation, la santé et les services essentiels; invasion de produits d'importation du monde entier, avec des taxes douanières minimes; écroulement de l'industrie nationale; extrême dépendance des dictats du FMI; extrême dépendance des gens face aux crédits personnels en dollars américains, avec une dévaluation de l'ordre de 35%; efforts du gouvernement de tout privatiser, malgré une récente dérogation par référendum populaire (70% des voix, vote obligatoire) d'un projet de loi en faveur des privatisations (cas unique dans le monde).



Recyclage de logements squattés par les propres habitants, avec l'aide de la Mairie de Montevideo

L'Uruguay, avec ses 3 millions d'habitants, continue de vider ses campagnes avec une émigration des jeunes vers les villes, et une émigration des jeunes diplômés de l'Uni ou avec une formation technique de base vers d'autres pays, surtout l'Argentine et le Brésil.

Ce tout submergé dans une nouvelle réalité politique qui fait la particularité du pays dans le continent: la montée par les voies des élections des secteurs progressistes et populaires. Le Frente Amplio-FA (toute la gauche réunie) se trouve à la tête de la Mairie de Montevideo (50% des habitants du pays) pour la deuxième période électorale consécutive. Les enquêtes donnent au Maire de Montevideo, l'architecte Mariano Arana – FA – 60% d'appui de la part de la population. Les dernières élections nationales ont laissé une différence minime de moins de 10000 voix entre les grands partis: Colorados, au gouvernement – néo-libéraux, Blancos, ex-gouvernement – néo-libéraux, Frente Amplio – gauche unie. Les deux partis traditionnels, Colorados et Blancos, se sont unis pour la conduction du pays, en vue de contrer la montée du Frente Amplio, qui, même si un nouveau projet de réforme de la constitution pour redéfinir le système électoral est approuvé, risque de gagner les prochaines élections pour commencer le siècle prochain au gouvernement du pays.

Les derniers mois de l'année 1995 se sont caractérisées par une grande offensive des secteurs des travailleurs syndiqués autour de l'unique centrale, le PIT-CNT, que seule l'arrivée des vacances d'été a pu estomper. L'Université autonome, les enseignants, les travailleurs de la santé, du transport, du pouvoir judiciaire, de la construction et de plusieurs industries ont été en constante mobilisation syndicale avec des grèves ou du travail à règlement.

Dans cette période du gouvernement du FA à la Mairie de Montevideo (IMM), la priorité a été donnée, contrairement au gouvernement central, aux projets de développement sociaux. Même si une mairie ne peut pas influencer grandement les grands problèmes du pays, comme par exemple la dette extérieure, elle peut mettre l'accent sur la situation de logement, de la santé (campagne de prévention du Sida, distribution de lait journalièrement et fonctionnement de polycliniques dans les 17 centres de quartier de la ville) et du chômage, en donnant du travail aux femmes, jeunes et handicapés de bas revenus. La IMM a monté un service de femmes battues (centrale d'appel, centre de réception et logement, service d'assistance sociale et juridique) qui a dévoilé, vu son «succès», l'énorme quantité de femmes qui n'avaient aucun recours face à la violence domestique. Le secteur culturel a pris du renouveau, avec très peu de moyens. Tant la culture populaire (carnaval et autres expressions autochtones) comme les grands événements ont reçu un appui considérable. Montevideo a été déclarée pour l'année 1996 «Capitale Ibéroaméricaine de la Culture», avec plusieurs événements culturels internationaux qui vont se succéder tout au long de l'année. Si la IMM a accepté ce «titre», et cette responsabilité vis-à-vis du continent et de l'Espagne, c'est parce qu'elle compte prioriser les expressions culturelles populaires, de base, et aussi les Indoaméricaines (indigènes).

La réponse du président du pays, J.M. Sanguinetti – Partido Colorado – à ces politiques progressistes de la IMM, a été de suspendre l'exécution d'un grand projet d'infrastructure sanitaire pour la ville (Plan Saneamiento), qui aurait permis à un tiers des maisons de la ville d'avoir accès direct au réseau d'égoûts. Ce réseau est connecté à un centre d'épuration d'eau avant de se déverser dans le Rio de la Plata. L'exécution de ce projet financé par la Banque interaméricaine de développement (BID), en plus de la santé directe des habitants de ces maisons, aurait enfin permis d'en finir avec la pollution de la mer et des plages qui côtoient la ville, lieu de loisir populaire pour tous les habitants, et principal attrait touristique pendant l'été.

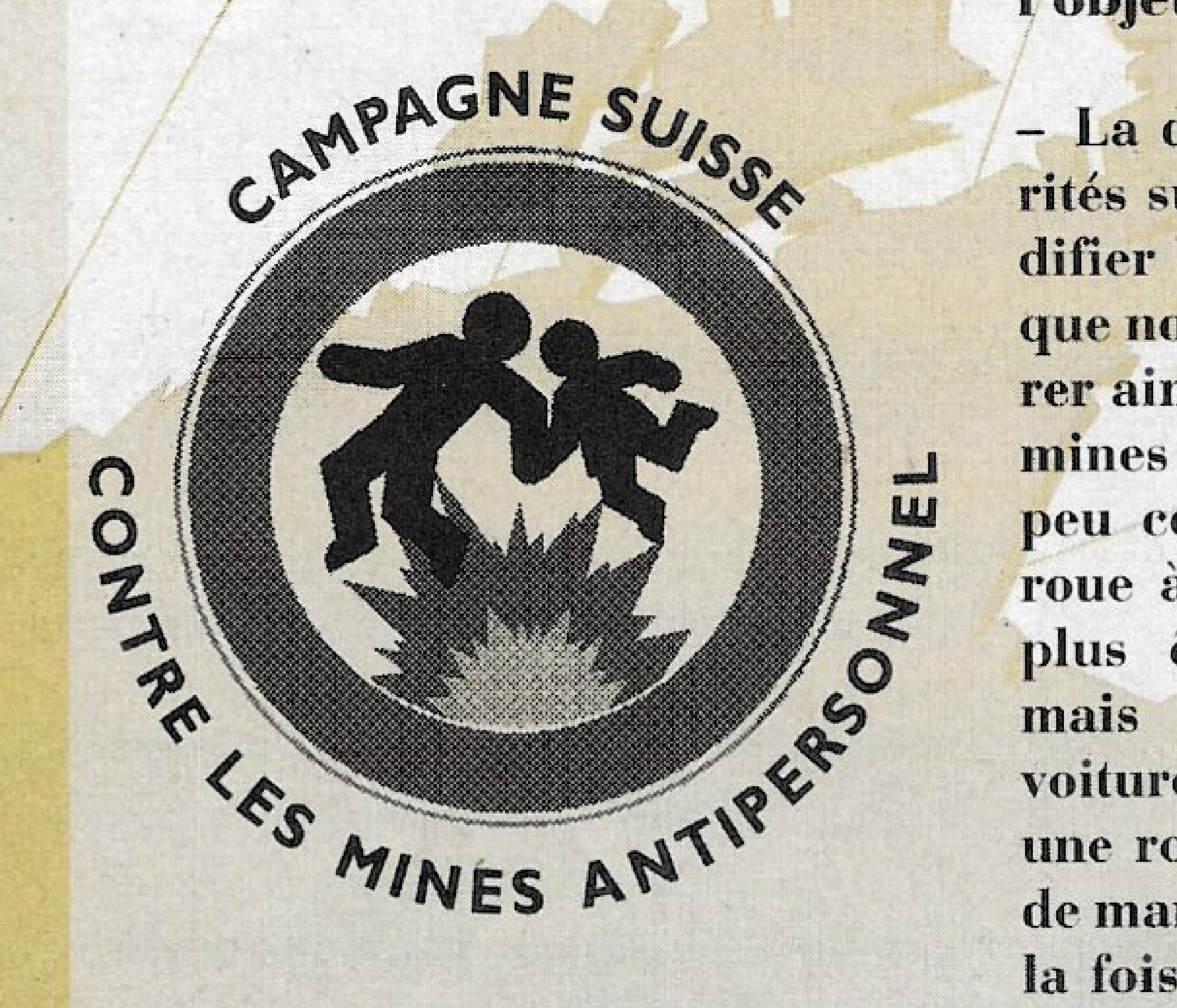
Recyclage de logements squattés par les propres habitants, avec l'aide de la Mairie de Montevideo



Une surprise de cette année 1995 pour l'opinion publique internationale a été l'énorme accueil que les gens ont donné à Fidel Castro, en visite pendant deux jours en Uruguay. Plusieurs grands rassemblements de gens à chaque apparition publique de Fidel ont été marqués par la spontanéité de Fidel lui-même et des gens eux-même, malgré les grandes mesures de sécurité. Seuls quelques personnages de la droite récalcitrante ont fait des reproches à l'opportunité d'avoir invité Fidel en Uruguay, sans motif apparent. C'est un fait que même les secteurs néo-libéraux de l'Amérique latine commencent à faire un effort pour que les Etats-Unis lèvent une fois pour toute l'embargo envers Cuba.

Le futur de l'Uruguay dépendra en grande partie de la maturité avec laquelle tous les secteurs politiques, syndicaux et aussi militaires feront face aux changements qui sont en cours: l'insertion du pays au MERCOSUR, avec les colosses du Brésil et de l'Argentine comme partenaires et l'insertion au nouveau marché mondial de libre échange presque total. Ce futur dépendra aussi de l'adaptation de la droite politique et militaire à la possibilité de voir la gauche – et surtout l'adaptation de cette gauche – à la tête du gouvernement.

Précisions importantes à propos de la



Vous êtes nombreux à nous interpeller et à nous poser la question suivante:

La Suisse ayant annoncé qu'elle interdisait les mines antipersonnel, la Campagne suisse contre les mines antipersonnel a-t-elle encore une raison d'être?

Nous répondons: OUI, plus que jamais, la Campagne suisse doit se mobiliser.

Parce que:

– La décision prise par les autorités suisses n'est qu'un règlement interne au Département militaire fédéral.

La Campagne suisse doit obtenir qu'une telle décision fasse l'objet d'une base légale.

– La décision prise par les autorités suisses ne consiste qu'à modifier techniquement les mines que notre pays possède et à déclarer ainsi qu'elles ne sont plus des mines antipersonnel. Or, c'est un peu comme si vous enlevez une roue à une voiture. Elle ne peut plus être utilisée comme telle, mais reste potentiellement une voiture: il suffit de lui remettre une roue («Si un engin est conçu de manière à pouvoir être utilisé à la fois en tant que mine antipersonnel et à quelque autre fin, il doit être considéré comme une mine antipersonnel», CICR, 16.01.96)

La Campagne suisse doit obtenir que la Suisse interdise totalement toutes les mines conçues comme pouvant être des mines antipersonnel et qu'elle détruise ses stocks.

– La Suisse n'a signé qu'un moratoire partiel. C'est-à-dire qu'elle n'exclut pas de conclure des marchés portant sur des mines antipersonnel avec certains pays.

La Campagne suisse doit obtenir de la Suisse qu'elle signe un moratoire total, s'adressant à tous les pays sans exception.

– Les activités de courtage concernant des ventes de mines restent autorisées vers une certain nombre de régions.

La Campagne suisse doit obtenir que toute activité de courtage portant sur des mines antipersonnel soit interdite sur le territoire helvétique.

Durant ces prochains mois, les Chambres fédérales vont réviser la loi sur le matériel de guerre. C'est dans le cadre de ces travaux que nous devons insister sur nos objectifs et revendiquer qu'ils soient pris en compte.

La Campagne suisse a donc un défi important devant elle: obtenir de la Suisse qu'elle interdise totalement les mines antipersonnel.

Les travaux parlementaires en cours nous en donne l'opportunité.

Plus que jamais la Campagne suisse doit être active et se mobiliser.

JAB – 1033 CHESEAUX-SUR-LAUSANNE

MONOT Francis

Rédaction

Av. Juste-Olivier 11
CH-1006 Lausanne
CCP 10-10580-2

FSF

Frères sans frontières
Case postale 129
CH-1709 Fribourg
CCP 17-7786-4

GVOM

B. Faidutti-Lueber
R. Henri-Mussard 6
CH-1208 Genève
CCP 10-20968-7

EIRÉNÉ

Service chrétien international pour la paix
Comité suisse CP 2262
CH-2302 La Chaux-de-Fonds
CCP 23-5046-2

Changement d'adresse

Prière de l'annoncer directement au mouvement concerné

«Interrogation» paraît huit fois par année

Il est adressé aux membres de nos organismes selon les statuts

Impression:

Imprimerie Glasson SA – Rue de la Léchère 10 – CH-1630 Bulle